



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALES/16302
30 janvier 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 27 JANVIER 1984, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION
PERMANENTE DU HONDURAS AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance le texte de la note que le Ministre des relations extérieures de mon pays, M. Edgardo Paz Barnica, a adressée le 25 janvier 1984 au Ministre des relations extérieures du Nicaragua au sujet de l'accusation portée par M. Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix, selon laquelle 200 Misquitos nicaraguayens auraient été massacrés par une patrouille hondurienne. Le texte de ladite note a été porté à la connaissance de l'Organisation des Etats américains et est ainsi conçu :

"Bureau No 86-DSM. Tegucigalpa, D. C., le 25 janvier 1984. Monsieur le Ministre : J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 24 janvier, selon laquelle le Gouvernement nicaraguayen a appris que M. Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix 1980, avait affirmé que près de 200 Misquitos nicaraguayens avaient été assassinés par une patrouille militaire hondurienne, à un poste frontière entre le Honduras et le Nicaragua. D'après M. Pérez Esquivel, le massacre aurait eu lieu le 6 janvier 1984, alors que les Misquitos essayaient de rentrer en territoire nicaraguayen. Vous ajoutez que cette accusation 's'ajoute à d'autres dénonciations faisant état de violations massives du droit à la vie que le Gouvernement nicaraguayen a reçues de certains de ses ressortissants d'origine misquito qui ont réussi à s'échapper du Honduras et à rentrer dans leur patrie', ce qui a amené votre gouvernement à demander qu'une enquête approfondie soit entreprise d'urgence et que les coupables présumés soient punis. En réponse à votre note, je tiens tout d'abord à préciser que ce jour même, j'ai demandé à l'Ambassadeur du Honduras en Argentine d'entrer en contact avec M. Pérez Esquivel pour lui demander s'il est vraiment l'auteur d'une accusation aussi grave qu'injustifiée. Dans l'affirmative, je ne pourrais que le déplorer, étant donné que le jour du prétendu massacre, M. Pérez Esquivel était en visite au Honduras, pays doté d'un gouvernement démocratique qui garantit une liberté de la presse absolue, comme il l'a déclaré lui-même aux médias. Il est donc difficilement crédible qu'après avoir eu vent de ce massacre imaginaire, M. Pérez Esquivel ne l'ait pas dénoncé devant les journalistes honduriens ou étrangers qui, dans ce pays, peuvent exercer leur profession sans aucune censure. En fait, il est probable que M. Pérez Esquivel a, peut-être involontairement, confondu le Honduras avec le Nicaragua, car dans mon pays, Monsieur le Ministre, les Misquitos nicaraguayens qui viennent chercher refuge contre les traitements infligés par

vosre propre gouvernement ne sont pas persécutés et encore moins assassinés. Il ne s'agit pas d'une affirmation gratuite de ma part : en effet, dans le rapport annuel 1982/1983 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (p. 15 et 16), on peut lire ce qui suit : 'Au Nicaragua également au cours de la période considérée, l'état d'urgence a été maintenu, ce qui, conjugué à l'existence d'une législation donnant des pouvoirs discrétionnaires à l'exécutif, a entraîné des abus dont ont été victimes des opposants politiques, dont un grand nombre ont été arrêtés de façon arbitraire, tenus au secret et emprisonnés pendant des périodes supérieures à celles prévues par les dispositions en vigueur. La Commission est particulièrement préoccupée par le sort fait aux dirigeants du Parti conservateur démocrate, sans compter celui de centaines de Misquitos qui fera l'objet d'un rapport spécial que la Commission interaméricaine des droits de l'homme est en train de préparer'. Par ailleurs, dans l'édition de ce jour du quotidien La Prensa de San Pedro Sula, on peut lire une déclaration de M. Brooklin Rivera, dans laquelle ce dirigeant misquito, dont l'authenticité et l'honnêteté sont reconnues et qui vit actuellement en exil au Costa Rica, accuse directement le Gouvernement nicaraguayen d'exterminer de façon systématique le peuple misquito, autrement dit de commettre un génocide. Le Gouvernement hondurien rappelle, une fois de plus, que les Misquitos nicaraguayens qui se trouvent sur son territoire y sont entrés de leur propre gré, qu'ils y ont été accueillis pour des raisons strictement humanitaires et qu'ils y bénéficient de la protection dont ils ont besoin, comme peuvent en témoigner les représentants du HCR, ainsi que les membres et fonctionnaires de la Commission interaméricaine des droits de l'homme qui, en mission dans notre pays, ont pu constater sur place l'excellent traitement réservé par le Gouvernement hondurien aux réfugiés misquitos. En conséquence, et sans vouloir manquer au respect dû à M. Pérez Esquivel, le Gouvernement hondurien rejette avec la plus vive énergie l'accusation selon laquelle l'armée hondurienne aurait assassiné 200 Misquitos, le caractère calomnieux de cette accusation pouvant être aisément démontré par une enquête impartiale qui prouverait, sans aucune ambiguïté, que ce n'est pas au Honduras, mais bien au Nicaragua que l'on persécute et que l'on extermine les Misquitos. Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération. (Signé) Edgardo Paz Barnica, ministre des relations extérieures."

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la note ci-dessus comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim de la
Mission permanente du Honduras auprès
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Roberto FLORES BERMUDEZ

